

COP27**Un soutien insuffisant aux pays durement touchés par le changement climatique**

Berne, le 20 novembre 2022 - La COP 27 n'a pas abouti au résultat escompté. Un fonds pour les pertes et dommages dans les pays les plus touchés par le changement climatique a été créé, mais sans décision sur son financement. Une sortie des énergies fossiles est loin d'être atteinte et un engagement clair en faveur de l'objectif de limiter à 1,5° le réchauffement fait défaut. La Suisse doit montrer la voie en proposant rapidement un mécanisme de financement de ce fonds et en réduisant de manière significative ses émissions de gaz à effet de serre.

Le résultat de la conférence des Nations unies sur le climat (COP 27) en Egypte est décevant. A la dernière minute, les pays se sont accordés sur la création d'un fonds destiné à soutenir financièrement les pays en développement contre les pertes et les dommages causés par le changement climatique. Certes, cette étape est historique, mais les détails relatifs à ce fonds devront encore être négociés lors de la Conférence des Nations Unies sur le climat qui se tiendra en 2023 aux Émirats arabes unis. De plus, la position de pays comme la Chine, plus gros émetteur avec les États-Unis, reste un écueil majeur pour mener des négociations à terme rapidement et efficacement. Selon les règles de la convention, la Chine fait partie des pays en développement et contribuerait tout au plus au fonds sur une base volontaire.

Lors de cette COP, les États ont même affaibli le principal levier d'action contre le changement climatique en n'arrêtant pas de base pour une sortie effective des énergies fossiles. Ils ont reporté des décisions importantes concernant la mise en œuvre du plan visant à respecter l'objectif de 1,5° de réchauffement de la planète alors que les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record sur le plan mondial. Résultat : les catastrophes causées par la crise climatique vont se multiplier. Les pays les plus vulnérables au changement climatique, comme le Niger où des récoltes entières ont été perdues à la suite d'inondations et de sécheresses extrêmes, vont être davantage touchés. Et cela, sans qu'ils puissent espérer un soutien financier puisque, jusqu'à nouvel ordre, aucun accord n'existe sur le financement concret du fonds pour les « dommages climatiques ».

La Suisse est également à la traîne en matière de protection du climat : elle a perdu 7 places dans le *Climate Change Performance Index* (CCPI) et se trouve désormais à la 22e place, derrière la Lituanie et l'Égypte. Si tous les pays se comportaient comme la Suisse, il en résulterait un réchauffement alarmant de la planète de 3 degrés. « La Suisse doit élaborer des solutions constructives. Elle doit mettre à disposition les moyens financiers nécessaires à un mécanisme efficace de gestion des pertes et dommages liés au climat. Elle doit urgemment réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre sur son sol et à l'étranger et jouer un rôle de leader au niveau international afin de respecter la limite de 1,5 degré », réclame Sonja Tschirren, responsable du dossier climat et agriculture chez SWISSAID.

SWISSAID demande à la Suisse de sortir, de manière concrète et visible sur le plan international, de cette dangereuse spirale consistant à revoir les ambitions environnementales à la baisse.

Contacts:

- Sonja Tschirren, responsable du dossier climat et agriculture SWISSAID,

Tél. 079 363 54 36, s.tschirren@swissaid.ch

- Delphine Neyaga, responsable médias SWISSAID

Tél. 076 582 76 66, d.neyaga@swissaid.ch